

EDUCATION NATIONALE

Les agents veulent sauver l'académie d'Amiens

Publié le 05/06/2015 Courrier picard

« Cinquante ans, c'est trop jeune pour mourir ! » Une cinquantaine d'agents administratifs se sont rassemblés ce jeudi midi devant le rectorat, à Amiens, pour protester contre le risque de voir disparaître l'Académie d'Amiens, qui célèbre cette année son cinquantième anniversaire.



Dans le cadre de la réforme territoriale et du rapprochement entre les régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais, la fusion entre les académies de Lille et Amiens est une hypothèse clairement envisageable.

Cette décision, dont l'annonce pourrait intervenir début juillet, est en tout cas insupportable aux yeux des 650 agents affectés au rectorat d'Amiens et aux directions départementales d'Amiens, Beauvais et Laon. « *Nous sommes plus qu'inquiets, s'alarme Bernard Guéant, secrétaire du syndicat majoritaire SNASUB-FSU. La région a connu des drames économiques chez Goodyear ou Continental, ce serait un nouveau coup dur.* »

Une fusion entre les deux académies n'implique évidemment pas de licenciements, mais certains agents pourraient se voir proposer de changer d'air. Les syndicats redoutent une mobilité forcée.

« *Si les missions s'en vont à Lille, les agents seront bien obligés de suivre.* »

« **Des inquiétudes non fondées** »

Pour la rectrice de l'académie d'Amiens, ces inquiétudes ne sont pas fondées. Elle se colle au discours de Najat-Vallaud Belkacem, interrogée dans nos colonnes dans notre édition de dimanche.

« *Il n'y a pas d'inquiétude à se faire, a rassuré la ministre de l'Éducation nationale. Quelle que soit la configuration retenue, les services académiques et leurs agents continueront de travailler dans les territoires. Il n'y aura pas de déménagements.* »

« **Pas de mobilité géographique forcée** »

Valérie Cabuil, le recteur, précise que « A partir du 1er janvier 2016, nous aurons une région unique. L'Etat se devra donc de parler d'une même voix dans cette nouvelle configuration. Le gouvernement a demandé au préfet coordonnateur de travailler sur tous les types de rapprochements entre nos académies, qui ne travaillent pas toujours de la même manière. Nous avons commencé par un schéma de coordination renforcée. **Nous attaquons un second volet sur la fusion.** Il ne s'agirait pas d'une absorption d'Amiens par Lille, mais bien d'une nouvelle académie Lille-Amiens ou Amiens-Lille. Dans toutes les hypothèses, il y aura deux sites d'implantation. **Service par service, nous devons juger s'il faut en laisser deux, qu'ils soient regroupés.** La communication autour de ce dossier a été anxiogène. Les personnels s'inquiètent. Nous rendons compte aux organisations syndicales de l'avancement de nos travaux à chaque Comité technique administratif (CTA). Mais quoi qu'il advienne, l'engagement, c'est qu'il n'y aura **pas de mobilité géographique forcée.** Et **s'il doit y en avoir une, elle sera accompagnée.** Le schéma retenu sera décidé d'ici début juillet, pour une pleine application en 2018. Ce qui laissera le temps au dialogue social de se dérouler ».